

Aminata Beïdari Bertho

**Développement des systèmes d'organisations : Organisations
Modèles et représentations**

**FICHE DE LECTURE :
REPENSER L'AIDE A L'AFRIQUE**

**Professeurs Yvon Pesqueux
Maria Bonnafous-Boucher**

CNAM Année 2004/2005.

FICHE DE LECTURE “ REPENSER L’AIDE A L’AFRIQUE ” de Nicolas Van Walle et Timothy A.Johnston.

1) BIOGRAPHIE DES AUTEURS.

Les auteurs de cet ouvrage ne sont pas des écrivains engagés ni des idéologues mais des chercheurs qui ont tenté de faire ressortir de la manière la plus objective possible les mécanismes qui bloquent le développement de l’Afrique malgré toute l’aide qui lui est allouée. On verra plus loin que derrière cette apparente objectivité se cachent cependant des postulats idéologiques (notamment en matière économique) dont certains sont peut-être contestables.

Nicolas van Walle est maître de conférence à l’université d’état du Michigan et a dirigé à l’*Overseas Development Council* le projet sur l’efficacité de l’aide à l’Afrique.

Il est consultant auprès du PNUD, de l’UNIDO et de l’USAID, il a mené des recherches de terrain au Botswana, au Cameroun, au Sénégal, et en Zambie. Il est l’auteur de plusieurs ouvrages sur le développement en Afrique.

Le second auteur Timothy A.Johnston a été directeur adjoint du projet sur l’efficacité de l’aide à l’Afrique. Consultant de la Fondation Ford et du PNUD et chercheur auprès de l’ODC et de l’institut des ressources mondiales, il a enseigné au Malawi dans le cadre du *Peace Corps*. Il est aujourd’hui consultant auprès de la Banque Mondiale.

Quelques mots sur L’ODC sur le Peace Corps et sur le PNUD pour mieux comprendre le parcours des auteurs.

LE PEACE CORPS:

A été créée en 1960 par le sénateur J.F.Kennedy, lorsqu’il donna comme challenge aux étudiants de l’université du Michigan de servir leur pays en oeuvrant pour la paix dans le monde, en aidant les pays à se développer, de cette idée naquit une agence fédérale gouvernementale consacrée à la paix et à l’amitié entre les peuples.

ODC : Overseas Développement Council.

Un institut d’études de politiques économiques dont le siège est à Washington D.C qui s’occupe de la gestion des problèmes liés au développement à l’échelle internationale Il a pour mission de favoriser la coopération internationale, à créer de nouveaux réseaux internationaux entre les représentants des acteurs privés et publics et à fournir es informations pour éclairer les prises de décisions concernant certains thèmes de développement C’est une association privée à but non lucratif créée par des fondations des entreprises des gouvernements et des personnes privées.

Le président est Peter D.Sutherland et le Directeur John W.Sewell.

Le PNUD : Le programme des Nations Unis pour le développement :

Réseau mondial de développement des Nations Unis il est présent dans 166 pays et les aide à trouver leurs propres solutions pour faire face aux défis nationaux et mondiaux auxquels ils sont confrontés en matière de développement, leur objectif est de réduire la pauvreté dans le monde.

2)INTRODUCTION :

Repenser l'aide à l'Afrique. est un ouvrage qui m'a tout de suite intéressé, compte tenu de mes origines africaines, je voulais travailler sur un thème en rapport avec le continent africain et un thème qui soit d'actualité. Il l'est puisque le premier ministre Britannique Tony Blair compte en faire son cheval de bataille lors du sommet du G8. L'ouvrage est un rapport de deux observateurs sur les failles qui existent dans l'aide au développement des pays africains, l'intérêt d'un tel ouvrage est de pouvoir constater ce qui ne fonctionne pas tant du côté des pays donateurs que des gouvernements bénéficiaires et tenter de trouver une solution.

Il faut dire que l'aide des pays du Nord aux pays du Sud ne date pas d'aujourd'hui mais un mystère subsiste concernant cette aide car les pays bénéficiaires sont des pays pauvres et demeurent des pays pauvres malgré l'aide, il est légitime de se demander à quoi sert cette aide, est elle vraiment utile ? Nous pouvons faire un lien avec le système des organisations.

Après la catastrophe du Tsunami, le problème est davantage d'actualité: la mobilisation de la communauté internationale a été sans précédent mais certains pays comme l'Inde ont refusé l'aide internationale, pourquoi ? est ce parce que l'aide représente finalement un piège.. L'ouvrage *Repenser l'aide à l'Afrique* tente d'y répondre mais c'est avant tout un rapport au terme de longues recherches.

3)POSTULATS.

L'aide au développement est elle un bien ou un mal pour les pays bénéficiaires? Selon les observateurs toutes les choses qui ont été entreprises n'ont pas permis la résolution de la crise économique africaine, néanmoins il a été nécessaire d'apporter une aide puisqu'elle a permis de proposer des solutions à court terme. Sans l'aide au développement l'Afrique compterait moins de cadres supérieurs dont certains ont bénéficié des bourses de la coopération. Les secteurs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur sont ceux qui ont le plus besoin d'aide.

4)HYPOTHESES. Un rapport avec l'organisation de contrôle des gestion.

L'aide au développement fait appel à un certain type d'organisation pour coordonner les décisions, il existe plusieurs types d'organisations, l'organisation politique, économique, privée, publique.

Il y a généralement deux mouvements contradictoires, la division du travail ainsi que la coordination, dans cet ouvrage les observateurs nous parlent d'un manque de coordination entre les donateurs et les bénéficiaires. L'organisation est aussi la coordination des actions collectives. Toute organisation vise un objectif précis.

Dans le cas de l'aide au développement nous sommes dans un type d'organisation publique, où l'intérêt général est visé.

Pour que l'organisation mise en place puisse fonctionner correctement il ne faut pas oublier de faire appel aux techniques de communication. Pour l'aide au développement des pays africains les organisations non gouvernementales doivent communiquer avec les institutions locales.

Pour faire en sorte que les projets avancent les nouvelles technologies sont nécessaires ainsi que la communication entre les donateurs les ONG et les gouvernements en place.

Dans une organisation il y a souvent des déterminants de la structure, on distingue six bases selon Mintzberg.

Le centre de base :

Le sommet stratégique.

La technostucture.

Le support logistique.

Les mécanismes de coordination.

La standardisation par les résultats.

Concernant les organisation non gouvernementales qui s'occupent de projets ont peut distinguer une partie clef qui est le sommet stratégique

Les mécanismes de coordination, il s'agit d'une supervision directe, on a une standardisation par procédé, car il y a une ligne hiérarchique forte.

Dans l'organisation il ne faut pas négliger le système d'information, les deux doivent aller ensemble, l'organisation n'est elle pas qu'un système d'information ?

L'ouvrage nous montre que l'organisation de l'aide au développement fait défaut, les pays bénéficiaires ne sont pas suffisamment organisés et il n'existe pas de réelle circulation de l'information entre les donateurs et les pays africains. Les donateurs préfèrent travailler avec plusieurs petits projets et les ONG tandis que les gouvernements de leur côté refusent de s'impliquer et n'expriment pas ce que sont leurs besoins.

Les deux auteurs préconisent une aide plus accrue de la part des entreprises, les dons doivent être privés, cela nous renvoie au thème de la responsabilité sociale, c'est une réponse des entreprises à la demande des ONG et associations citoyennes

Il est dit que pour avoir des résultats satisfaisants résultant de l'aide au développement il faut mettre en place une stratégie, en contrôlant davantage les comptes, en établissant des rapports annuels, et en jouant la transparence, lorsqu'on prend le cas du modèle d'organisationnel du contrôle de gestion. Cela nous ramène à l'aide. Pour l'organisation du contrôle de gestion. Puisque

pour ce type d'organisation il y a une convergence des buts, une délégation, une performance, l'important dans ce type d'organisation est de réaliser les objectifs avec économie de moyens.

5) DEMONSTRATION. Une aide inefficace au Congo, l'aide à la santé diminuée par le FMI le cas du SIDA.

Nous pouvons prendre un thème d'actualité pour parler de l'inefficacité de l'aide et des situations désastreuses engendrées par les guerres.

Je cite un article d'Alternatives Internationales du mois de Mars 2005 qui titrait “ **Congo Kinshasa en finir avec le Chaos** ”. L'article nous interpelle sur la situation désastreuse du Congo Kinshasa où malgré l'aide au développement et malgré un sous sol minier extrêmement riche, le pays s'enfoncé jour après jour dans un chaos, les salaires ne sont pas payés, ou même quand ils le sont restent insignifiants par exemple un professeur d'université gagne moins de 50 dollars par mois. Les Congolais ne vivent pas ils survivent, certaines familles n'ont plus de toits et ne mangent pas toujours à leur faim. Il y a un déficit alimentaire qui oblige les Congolais à se nourrir de plantes. Sans compter la guerre, les tensions qui ne sont pas totalement éteintes. Le pays déjà affaiblit par les combats, une population déplacée, aura du mal à gérer correctement l'aide sans appui, les priorités pour le gouvernement Congolais aujourd'hui c'est de faire en sorte que le pays soit stable politiquement. Le Congo est pourtant un pays bénéficiaire de l'aide depuis des années mais les résultats ne sont pas vraiment visibles.

Un autre article du magazine Alternatives Internationales du mois d'avril 2005, parle du problème du SIDA en Afrique. “ Il titrait **Faire baisser les Budgets Santé est honteux** ”.

Il s'agit de propos de deux politologue Nana Poku et Jane Freedman, qui travaillent sur le SIDA, elles pensent que les gouvernements et les bailleurs de fonds doivent s'impliquer plus pour apporter une aide aux victimes de la maladie, car des familles entières sont décimées et nous assistons à une génération Orphelin, le remplacement de cette jeunesse aura un coût élevé. Le FMI veut continuer à imposer une baisse des dépenses sociales cela ne doit pas être accepté car le SIDA se propage aussi parce que il y a toujours beaucoup de pauvreté et d'ignorance du fait que les enfants ne sont pas tous scolarisés. Tout en luttant contre le fléau il faut continuer à soutenir l'aide à la scolarisation par exemple.

Pour en revenir aux deux auteurs ils préconisent une aide allouée par les donateurs privés, dans cet article il est mentionné que les entreprises privées aident à la lutte contre le SIDA en faisant bénéficier à leurs employés de retro antiviraux. Mais le point négatif c'est que ces multinationales telles que Heinekein, Daimler Chrysler ou Debswana (géant du diamant au Botswana), ne font de la prévention que pour leurs salariés.

Les deux politologues estiment que les politiques doivent s'impliquer davantage pour faire tomber les tabous, ça a été le cas récemment de Nelson Mandela qui a révélé que son fils est mort du SIDA, pour faire comprendre qu'il ne doit plus y avoir de honte à se faire dépister et que c'est une maladie qui touche toutes les couches sociales.

6) RESUME DE L'OUVRAGE.

L'ouvrage se compose de six chapitres dans lesquels les auteurs analysent l'importance de l'aide accordée aux pays africains.

Dans les trois premiers chapitres les auteurs nous décrivent les nécessités d'une aide, les domaines pour lesquels une aide est accordée, dans les derniers chapitres il y a une critique de la politique que mènent les pays donateurs et une critique dans la gestion de l'aide des pays bénéficiaires et les solutions à apporter pour une meilleure gestion de l'aide économique apportée à l'Afrique.

L'aide en faveur des pays en voie de développement commence à s'essouffler.

Les auteurs abordent l'évolution récente des flux d'aide à l'Afrique, il y a un résumé des plus importants succès d'aide, ils parlent aussi des raisons de son inefficacité.

Dans le quatrième et cinquième chapitre ils expliquent pourquoi les donateurs et les gouvernements africains ne parviennent pas à développer ces capacités.

CHAPITRE I

LES TENDANCES RECENTES DE L'AIDE A L'AFRIQUE.

Dans les années 1970 jusqu'aux années 1990, on constate une évolution considérable de l'aide. De trois milliards dans les années 1960 elle triple dans les années 1990.

Quelques chiffres.

De 1960 à 1961 L'aide représentait 1,9% du PIB

De 1970 à 1971 elle représentait 2,5%

De 1983 à 1984 elle représentait 5%

On constate aussi que l'aide est très politisée, l'importance de l'aide dépendra beaucoup de l'équipe gouvernementale en place

Les engagements des Etats qui financent baissent de près de 30%, l'aide accordée à l'Afrique provient de plus en plus de dons privés.

Il faut distinguer trois types d'aide.

L'aide projet.

L'aide alimentaire.

L'aide d'urgence.

Dans les années 1970, la coopération technique représentait près de 40% du montant de l'aide pour le développement, 75% de la coopération technique sert à financer les frais de personnel, 10% à 15% les frais de formation et le reste sert, à l'équipement et à la gestion.

L'aide programme :

C'est une multitude de différents types d'aide, elle représente les ¼ de l'aide

Dans les années 1980, on constate un essor de l'aide programme, passant de 10% dans les années

1980 à 18% en 1994.

En plus des différentes aides à l'économie à l'alimentation et à la technique, il y a une volonté de réduire une partie des dettes bilatérales et multilatérales, on observe une baisse de l'aide à la production.

On constate ensuite une augmentation de l'aide à l'agriculture de 10% à 17% du montant total de l'aide au début des années 1970.

L'aide à l'agriculture tend à être remplacée au profit de l'ajustement sectoriel à l'agriculture à partir des années 1980.

Les investisseurs insistent pour investir dans les domaines sociaux, une grande partie de l'aide est accordée à ces secteurs.

L'émergence des ONG

Plusieurs ONG prolifèrent durant les années 1960 à 1970, augmentation du nombre des ONG du Nord dans les années 1980, 2500 dans les années 1990

Au Burkina Faso on dénombre 180 ONG et les ONG représentent 5% de l'aide pour l'Afrique. Les ONG bénéficient également de l'aide des donateurs.

Mais l'action des ONG coûtent souvent moins chers que les aides gouvernementales.

CHAPITRE II.

L'IMPACT DE L'AIDE A L'AFRIQUE.

L'aide a été inefficace en Afrique Subsaharienne, Il a été évalué que l'aide a été nécessaire dans le domaine de la santé publique, exemple le planning familiale démarré dans les années 1970 qui a permis une baisse de la croissance démographique, et une lutte contre le VIH.

Dans le domaine rural et celui de l'alimentation, des efforts sont fournis avec la création de puits par les donateurs tels que la Norvège, ex : au Burkina Faso la production du Coton a été multipliée par cinq.

Le problème dans les pays en voie de développement est que la production des matières agricoles sert pour l'extérieur, l'Afrique connaît des progrès lents par rapport aux autres.

On observe un renforcement des initiatives nationales, dans le domaine de l'éducation le Botswana où il n'y avait que 1500 élèves inscrits à l'école au début de l'indépendance et 40 diplômés;aujourd'hui grâce à l'aide, et aux efforts du gouvernement, l'objectif accès pour tous à l'enseignement a été atteint.

L'USAID a ainsi financé la formation supérieure de 1300 ressortissants du Botswana aux Etats-Unis.

En Zambie un projet Norvégien d'alimentation en eau a permis de construire 1080 puits

En faisant le bilan de l'apport de l'aide, on découvre que malgré quelques actions positives, elle reste insuffisante et la situation économique des pays bénéficiaires ne s'est guère améliorée et il y a plutôt une dépendance qui s'est créée.

Même si l'aide reste nécessaire et positive en Afrique l'amélioration de la situation se fait très

lentement, cela dépend également de la situation politique du pays, les pays qui connaissent des conflits politiques n'arrivent pas à se développer rapidement car ils sont bloqués.

Une autre raison du développement difficile des pays bénéficiaires réside dans les politiques économiques menées par ces pays.

Pour qu'il y ait un réel impact de l'aide il est important d'avoir un bon environnement international, un environnement politique national stable ainsi qu'une réelle implication des gouvernements en place pour soutenir l'aide

D'ailleurs le rapport Wapenhans de la Banque mondiale souligne bien que " le taux de rendement des projets est en étroite corrélation avec l'ampleur de distorsions des politiques et l'importance du déficit budgétaire "

L'aide est accusée de tous les maux et certains observateurs la rendent responsable des inégalités sociales croissantes dans les pays africains. Cette aide a contribué selon eux à faire émerger une classe sociale aisée, et a favorisé l'installation de grandes exploitations commerciales au détriment des petits agriculteurs locaux.

L'aide n'est pas partagée comme il le faudrait lorsque l'on prend le domaine de l'éducation il a été constaté qu'elle favorisait plus le secteur secondaire que le secteur primaire, cela est dû à la demande des pays bénéficiaires qui donnent leurs priorités aux pays donateurs en matière d'aide. Malgré cela il faut dire que les pays bénéficiaires ont des politiques qui ne sont pas toujours mauvaises, c'est le cas du Burkina Faso qui a vu sa récolte céréalière s'accroître de 4,5% après l'aide, aucune recherche ne peut nous dire si le Burkina a connu ce succès grâce à l'aide mais il faut reconnaître que le gouvernement a su gérer l'aide en appliquant un plan et qu'il faut sans doute attribuer ce succès à l'environnement climatique aux efforts de la population.

Néanmoins des études ont montré que l'aide permet d'accroître la consommation, ainsi que l'exportation.

Les observateurs pensent qu'il est quasiment impossible d'établir un bilan fiable de l'impact de l'aide aux pays en voie de développement mais qu'il est certain que l'aide a été globalement positive lorsqu'on prend certains pays tels que la Corée du Sud et Taïwan, l'aide a eu un impact positif sur leur économie. Pourquoi ne l'est-elle pas en Afrique?

L'inefficacité de l'aide a été constatée dans les pays les plus pauvres, l'important est de faire en sorte qu'elle ne le soit plus à l'avenir.

Le renforcement des institutions.

Les institutions publiques sont le moteur de la réussite de l'aide au développement, l'état dit pour cela veiller au bon fonctionnement des institutions publiques, on peut prendre pour exemple les pays d'Asie du Sud Est qui ont pu avoir une croissance rapide grâce à la gestion rigoureuse de l'aide.

Grâce à l'aide il y a eu l'émergence d'une classe de professionnels africains qui n'existaient pas il y a 25 ans.

L'aide a permis de faire émerger une classe d'intellectuels africains, qui pourraient œuvrer pour le développement de l'Afrique, les pays donateurs ne comptent plus sans les ONG et la société civile.

CHAPITRE III.

LES QUATRES PRINCIPALES FAIBLESSES DE L'AIDE.

Les faiblesses de l'aide proviennent de la mauvaise évaluation des besoins, de l'environnement mal adapté, ainsi que la mauvaise consultation des principaux bénéficiaires, les difficultés proviennent du fait que les donateurs ont perdu confiance en la gestion des gouvernements bénéficiaires et utilisent du personnel expatrié pour gérer l'aide mais cela revient plus cher.

La coordination de l'aide.

Un problème de coordination se pose et la multiplication des projets ne facilite pas la gestion de l'aide, il y a également une émergence des pays donateurs.

Lorsqu'on prend le cas de la Tanzanie dans le seul secteur de la santé les donateurs publics ont mis en place plus de 15 projets, il faut avec cela évaluer, identifier et coordonner les activités, cela est une charge administrative trop lourde pour les gouvernements.

Un effort doit être fourni des deux côtés aussi bien de la part des donateurs que des bénéficiaires pour qu'il y ait une meilleure coordination de l'aide, certains pays tels que le Ghana ou le Burkina ont tenté de mettre en place des structures pour mieux gérer l'aide mais cela s'est révélé inefficace. Il y a une réelle inefficacité au sein des gouvernements bénéficiaires, la solution serait qu'il y ait au sein des ministères une bonne coordination, une planification et une budgétisation de l'aide.

Mais cela est-il réellement possible alors que l'aide dépend de plus en plus de dons privés dont on peut difficilement prévoir d'une année sur l'autre le montant? Il semble difficile d'obliger un donateur privé (entreprise, organisation caritative) à donner l'année suivante un montant au moins équivalent à ce qui a été donné l'année précédente. Cela les auteurs ne l'expliquent pas.

L'appropriation de l'aide par les pays bénéficiaires.

Il y a de réels résultats dans l'utilisation de l'aide lorsque les Etats sont réellement impliqués et que les populations locales supportent le projet cela a été le cas au Sénégal. La plupart du temps les gouvernements bénéficiaires ne s'impliquent pas réellement dans l'élaboration des projets, l'aide est acceptée sans qu'il y ait eu au préalable une réelle évaluation des besoins de la population locale

L'action des donateurs ne prend pas en compte la réalité de la demande, pour eux le plus important demeure les résultats, la mise en place du projet se fait dans la rapidité et sans qu'il y ait une réelle coopération entre les instances. Il n'existe pas d'efforts de création Les donateurs agissent en se passant outre les gouvernements en encourageant les projets à en faire de même pour le décaissement du financement.

Les donateurs privilégient certains groupes au détriment d'autres concernant les projets, l'aide est appropriée finalement par une petite partie des hauts fonctionnaires Lorsque les projets sont mis en place généralement les populations locales n'ont pas été consultées et bien que les résultats à court terme se révèlent positifs à long terme ils ne sont pas concluants. C'est le cas de la Zambie qui a

présenté un projet d'exploitation de la nappe phréatique soutenu par le Japon le résultat à long terme a été négatif parce que les responsables du projet n'ont pas associé les villageois au projet, les puits n'ont pas été entretenus et les gouvernements ne disposaient pas du financement pour l'entretien.

Les frais de fonctionnement.

Dans les aides projets les gouvernements bénéficiaires supportent généralement des frais supplémentaires qui représentent les frais de fonctionnement

A l'issue de la mise en place des projets les gouvernements bénéficiaires n'arrivent pas à honorer leur engagement, manque de moyens financiers les projets fonctionnent à court terme mais pas à long terme, En Tanzanie pour le projet DANIDA le gouvernement n'a pu assurer que 18% du financement .

Les pays bénéficiaires versent une contrepartie à l'obtention de l'aide, plus le volume de l'aide est importante plus la contrepartie à verser est élevée, de plus les gouvernements Africains ne sont plus crédibles aux yeux des donateurs car ils ne font pas preuve de rigueur dans la planification de leurs dépenses, seuls des pays comme le Ghana et le Burkina Faso se sont distingués par leurs capacités en matière de planification et gestion de l'aide. Les donateurs se rendent compte de l'impossibilité pour les pays bénéficiaires de verser la contrepartie à l'aide pour cela l'aide programme sert de frais de fonctionnement, pour exemple en Zambie des fonds destinés à la lutte contre le SIDA ont financé l'achat de manuels scolaires projet financé par la FINADA (Agence Finlandaise de développement international).

Les projets financés à long terme ne sont pas pérennes lorsque les donateurs se retirent, car les gouvernements ne peuvent pas assurer la survie du projet et cela est un réel problème.

La multiplication des projets indépendants.

Les donateurs n'intègrent pas les structures locales et les administrations publiques lors de la mise en place des projets, d'où les difficultés rencontrés un peu partout en Afrique. Les donateurs veulent avoir la main mise sur tous les projets et utilisent leurs propres raisons en étant en marge des réalités des états. La réussite de la culture du coton au Burkina s'est faite sans l'appui du ministère de l'agriculture Burkinabé.

Les donateurs en agissant ainsi souhaitent soustraire l'aide à la corruption des gouvernements des pays bénéficiaires et à la mauvaise gestion pour éviter que le projet ne meure, ce qui se passe c'est que les structures créées en parallèle ne peuvent plus continuer à travailler car les ressources ne sont plus les mêmes lorsque les ONG partent.

Conclusion :

Il est important que les structures locales soient impliquées dans la mise en œuvre des projets, les pays bénéficiaires doivent de leur côté veiller à ce qu'il y ait une bonne coordination et doivent s'approprier l'aide et non pas laisser aux pays donateurs la prise des décisions.

CHAPITRE IV

COMPRENDRE L'ACTION DES DONATEURS

Des objectifs non liés au développement.

Objectifs commerciaux.

Le fonctionnement de l'aide dépend de la politique étrangère de chaque pays. De la part des pays donateurs il y a une volonté de ne pas accorder d'aide aux secteurs avec lesquels ils sont en concurrence.

Pour les aides qui concernent les biens et services généralement les pays donateurs mettent en place une politique pour orienter l'achat des biens dans des entreprises qui les favorisent, c'est le cas des aides liées qui sont compliquées et très onéreuses.

Objectifs de politique étrangère.

L'aide aux pays dépend beaucoup des politiques étrangères des pays donateurs, servir leurs intérêts est très important, cela a été le cas pour lutter contre le communisme au moment de la guerre froide. Les États-Unis ont aidés beaucoup de pays africains, cela a également été le cas de la France vis-à-vis de ses anciennes colonies, cela a d'ailleurs conduit les pays donateurs à privilégier des gouvernements corrompus, véreux, incompetents. Ce qu'il y a lieu de dire c'est que l'aide a influencé les résultats des élections et a permis de maintenir certains gouvernements en place compte tenu de l'apport financier que représente l'aide. Certains pays donateurs y ont vu un intérêt car la stabilité politique et économique des pays bénéficiaires est très importante.

Les politiques des administrations.

Les pays donateurs rencontrent des difficultés en matière de gestion de l'aide car il faut trouver du personnel spécialisé chose qui n'est pas simple. On constate pour cela la fermeture de plusieurs missions comme les missions de l'USAID par exemple, 21 missions ont été fermées en 1990 car les missions étaient au nombre de 103.

Les pays donateurs ont tendance à favoriser les nouveaux projets, il n'est pas rare que les pays bénéficiaires approuvent la création de nouveaux projets car cela leur permet de recevoir des subventions et le point négatif est qu'il n'y a pas d'évaluation, pour savoir si le projet est une réussite ou pas.

Pour que l'aide soit vraiment efficace les pays donateurs ne doivent plus exiger une contrepartie dont les pays bénéficiaires ne pourront s'acquitter, la population et le gouvernement en place doivent s'impliquer et doivent être consultés, par les donateurs afin que l'information circule.

mieux.

La multiplication des ONG et le fait de confier les projets aux personnes ne dépendant pas du pouvoir central coûte certes moins cher mais ne permet pas à ce qui a été mis en place d'être viable après leur départ car les acteurs locaux tels que la population et le gouvernement bénéficiaires n'auront pas été impliqués.

Les donateurs se rendent bien compte de l'importance de la coordination dans le bon fonctionnement de l'aide, le problème qui se pose est le coût de la coordination, il faut une adaptation des procédures de gestion afin que cela corresponde avec celui des autres donateurs.

Les difficultés des donateurs à engager des réformes.

Aux Etats-Unis et en France il y a eu une évaluation de l'aide au développement pour savoir quelles réformes apporter Les donateurs préfèrent créer de petits projets qui dépendront du ministère, malgré l'évaluation il existe un diagnostic des problèmes de l'aide mais il n'existe aucun remède qui est proposé.

Les organismes d'aide rencontrent des problèmes, il 'ont pas de pouvoir, de plus les organismes d'aide doivent tenir compte des petits projets Les organisation non gouvernementales se sont accrues ces dernières années, les réformes en matière d'aide ont été lentes et irrégulières il faut noter le peu d'implication de la part des pays bénéficiaires.

CHAPITRE V

COMPRENDRE L'ACTION DES GOUVERNEMENTS BENEFICIAIRES.

L'efficacité de l'aide en Afrique n'a pas été au rendez vous compte tenu de la qualité de la gouvernance, de l'environnement socio politique et des programmes d'ajustement structurel.

Qualité de la gouvernance.

Il y a un manque de structures adéquates pour une bonne gestion de l'aide, les politiques au pouvoir ne sont pas expérimentés

Le plus important pour les Etats n'a pas été le développement économique ça a d'abord été la recherche de la stabilité politique, l'Afrique fut balayée par des vagues successives de coups d'état en vue d'un contrôle politique.

Les ressources nationales ont été dépensées pour satisfaire le régime en place Le célèbre leader Ghanéen Kwamé Nkrumah disait " cherchez d'abord le royaume politique "

La stabilité économique ne peut pas s'installer compte tenu de l'instabilité des gouvernements Africains due aux remaniements ministériels. Sur une durée de vingt années le Ghana a changé au moins 12 fois de ministre d'agriculture. La Tanzanie et la Zambie 9 et 10 fois de ministre des finances.

Cependant cette instabilité se rencontre aussi dans certains pays du Nord. En dix ans le France a eu 7 ministres des finances: mais évidemment les pays pauvres pour lesquels la stabilité politique est une nécessité vitale supportent moins bien ces changements fréquents.

On se contentera juste de remarquer qu'on peut difficilement demander aux Etats africains de mettre en place la démocratie et dans le même temps de ne pas remanier les gouvernements...

Les gouvernements ne pratiquent pas de réelles vérifications des comptes. En matière de politique les compétences et l'efficacité ne sont pas prises en compte, mais la corruption fait des ravages ainsi que le clientélisme qui fait régresser l'Afrique. Le problème de la gestion de l'aide est également lié à celui de la gouvernance.

Environnement des politiques économiques.

Les politiques économiques menées par les pays africains influencent directement la gestion de l'aide et à des conséquences sur la qualité de l'administration publique.

Lorsque les politiques économiques sont adaptées cela permet au pays de pouvoir vaincre l'inflation, de générer des bénéfices et de pouvoir mieux gérer les problèmes de santé, d'éducation, lorsque les salaires sont raisonnables, il y a du personnel qualifié dans les administrations publiques, c'est le cas du Botswana et de l'île Maurice.

Dans les pays Africains, il y a un problème dans la fonction publique qui fait que l'état ne peut retenir ses fonctionnaires qui sont passés de 135000 en 1970 à 302000 alors que dans la fonction publique les salaires avaient perdu 94% de leur pouvoir d'achat.

Les fonctionnaires aujourd'hui cherchent des postes mieux rémunérés dans le secteur privé.

La crise économique et l'ajustement structurel.

Sept pays africains ont fait l'objet d'une étude: les pays comme le Botswana ont évité la crise, le Burkina et le Kenya ont connu des crises moins graves

Lorsque la crise dure elle peut menacer le fonctionnement des institutions publiques paralysant ainsi le pays car il y a manque de fournitures dans le domaine de la santé dans celui de l'éducation dans les hôpitaux il y aura impossibilité de fonctionner et donc absentéisme de la part du personnel.

A cause de la crise qui touche la fonction publique de nombreux fonctionnaires ont émigrés ou ont trouvé des postes mieux rémunérés dans le privé.

Au Kenya par exemple la banque mondiale a engagé huit Kenyans pour un projet dans le cadre de l'agriculture, elle leur versait environ 3000 à 6000 dollars par mois contre 250 dollars dans la fonction publique.

Avec des salaires peu élevés la fonction publique ne peut retenir son personnel, l'efficacité n'est plus au rendez vous il y a de l'absentéisme les informations ne sont pas fiables les décisions politiques prises ne sont pas appliquées car il n'y a aucun contrôle il n'y a pas de dispositif d'application pas de ressources financières.

Le cas du Botswana est tout autre, l'étude montre que le pays a su éviter la crise, et rémunère convenablement ses fonctionnaires Les ministères attendent l'aide pour leur propre fonctionnement Comme les gouvernements ne s'impliquent pas totalement, les pays donateurs ont la possibilité d'imposer leur point de vue, on assiste à une disparition de la planification, on ne tient pas compte du long terme, quoiqu'il en soit les bénéficiaires savent qu'ils n'ont pas de possibilités

d'influencer les décisions.

Réformer l'aide.

Il est important de modifier la relation donateur receveur, L'état africain doit revoir sa gestion et inclure l'aide dans la planification budgétaire, les capacités de l'état doivent être renforcées .Il doit y avoir un accroissement de la capacité des gouvernements bénéficiaires.

Déterminer le volume de l'aide.

L'aide ne doit pas être allouée aux gouvernements qui ne favorisent pas les investissements privés. Compte tenu du sous investissement des pays africains dans certains domaines tels que ceux de la santé, de l'éducation. Certains pays pensent que l'aide à l'Afrique doit augmenter car l'Afrique a de plus en plus besoin de ressources, et d'aide pour soutenir l'économie. Fin 80 la Banque mondiale préconisait une augmentation de l'aide de l'ordre de 4% Les théoriciens pensent qu'en plus du volume de l'aide la manière de l'utiliser est importante en revanche le taux d'investissement dans les pays en voie de développement ne doit pas dépasser les 10%, car cela risquerait de plonger les états Africains dans une dépendance sans fin. La politique en matière d'aide doit être réformée ainsi que les modalités d'attribution.

Il y a des différences entre les aides certaines aides telles que les aides programmes coûtent moins chères et peuvent permettre aux pays Africains de pouvoir bénéficier de capacités.

Rétablir la capacité macroéconomique.

La stabilité macroéconomique est l'une des conditions de réussite de l'aide au développement le budget doit être rééquilibrer, et la planification faite à long terme.

Certains pays comme le Botswana et le Burkina ont bénéficié d'un cercle vertueux, avec la stabilité économique ils ont pu atteindre la croissance.

Les observateurs indiquent qu'il est important pour les pays de faire des efforts pour stabiliser leur économie et faire des planifications budgétaires afin de mieux utiliser l'aide, la condition de l'octroi de l'aide doit être basée sur les efforts que fournissent les pays bénéficiaires, la stabilité politique doit être présente, et les pays donateurs doivent s'inquiéter de l'état politique économique des pays receveurs.

Alléger le fardeau qui pèse sur les capacités actuelles.

La priorité doit être donnée à la réduction des projets, une coordination doit être mise en place, une prise en compte des institutions locales est nécessaire Les pays donateurs doivent accompagner les gouvernements afin qu'il y ait une meilleure gestion et une meilleure planification de l'aide, pour

cela les observateurs préconisent cinq marches à suivre.

Premièrement : réduction du nombre des projets.

Deuxièmement : Spécialisation des donateurs dans un domaine précis.

Troisième : déléguer un maximum de pouvoir aux institutions locales.

Quatrièmement : réduction du volume de l'aide.

Cinquièmement : Il doit y avoir un accompagnement des pays donateurs afin que les gouvernements puissent mieux gérer et coordonner l'aide. Le programme du CAD va dans ce sens

Sixièmement : Il est important que les multinationales soient les principales donatrices.

On voit là très clairement le parti pris libéral des deux auteurs. Il est peut être contestable: les NPIA-1 (Taïwan, la Corée du Sud, Singapour et Hong Kong) se sont développés grâce à des aides publiques et à une politique volontariste et interventioniste des Etats bénéficiaires...

Equilibrer aide programme et aide projet.

On se rend compte que l'aide projet est allouée aux pays qui sont politiquement et économiquement stables tandis que l'aide programme est accordée aux pays dont la stabilité n'est pas au rendez vous. L'inconvénient de l'aide programme est qu'elle ne peut pas faire l'objet de réelles évaluations.

Limitation de l'aide programme pour les pays qui manquent de rigueur budgétaire, l'aide programme permet de résoudre les problèmes qui se posent à court terme. Concernant l'aide les Etats doivent exiger des gouvernements plus de transparence, l'aide programme doit aider à faire face à des situations d'urgence, mais l'aide qui se révèle être la plus nécessaire à long terme est l'aide projet.

Déterminer le rôle des ONG.

Une des activités des ONG doit être de prendre le relais des gouvernements en matière de gestion de l'aide, les ONG ont la capacité de mettre en place des projets et de les suivre le seul problème qui subsiste et le suivi de ces projets une fois que l'ONG quitte le pays. Les pays donateurs passent par les ONG pour accorder l'aide cela leur permet d'avoir une main mise sur l'utilisation des fonds. le problème de la reprise est compliquée car les ONG sollicite rarement le gouvernement et se substitue presque à lui , celui-ci ne voudra donc pas prendre la suite.

Améliorer la gestion de l'aide par les bénéficiaires.

Réformer la fonction publique.

Il est nécessaire de réformer la fonction publique pour avoir une meilleure gestion de l'aide et pour qu'il y ait croissance. Dans certains pays Africains au lieu de restructurer la fonction publique, ce secteur n'a cessé de grossir, malgré une baisse de salaire des fonctionnaires, et le plan d'ajustement structurel des années 80. Pour bien répartir l'aide les états doivent avoir une fonction publique

saine, compétente, qui lui permette de mieux gérer grâce à la création de directions au sein de chaque ministère.

Réformer les unités centrales de planifications.

Ces unités centrales apporteraient une aide technique non négligeable aux pays bénéficiaires

Améliorer l'information.

L'évaluation de l'aide est l'une des principales sources d'information pour les Etats pour permettre de savoir si il y a transparence et si les fonds sont utilisés convenablement, l'information de l'évaluation pourrait permettre aux états Africains de pouvoir savoir quels sont les résultats d'autres pays africains, et cela pourra servir d'indicateur pour une meilleure gestion

Modifier les relations donateurs bénéficiaires.

Il est nécessaire de modifier la relation de méfiance qui s'est installée entre bénéficiaires et donateurs, des objectifs à atteindre doivent être fixés, et il est nécessaire de penser à la mise en place d'un système de "Fondations", les projets doivent être définis très clairement. Mais le système de fondations favoriserait plus les pays à revenu intermédiaire qu'à revenu faible.

Demander aux gouvernements d'indiquer leur priorité permettrait de perdre moins d'argent.

Cette approche de la fondation est faite dans le but de permettre aux gouvernements de mieux gérer planifier et doit permettre la réduction des petits projets.

Encourager la démocratisation.

L'année 1990 connaît une vague de démocratisation en Afrique, cela est un point positif pour la gestion de l'aide car il y a un mouvement plus dynamique et une volonté plus forte de transparence, et une qualité de gouvernance

Il existe une plus grande liberté politique ce qui conduit les gouvernements en place à s'impliquer davantage. Avec les ONG africaines le niveau de vie s'améliore.

La démocratisation s'avère nécessaire pour l'équité l'impartialité, la responsabilisation et la transparence.

Encourager les débats publics sur l'aide.

Les débats publics ont été jusque là évités pour ne pas avoir à jouer la transparence pour préserver leur souveraineté, mais les choses doivent changer, les débats publics doivent être suscités pour que les africains s'intéressent plus à l'aide ainsi que la presse. Les évaluations des rapports doivent être publiés.

7)PRINCIPALES CONCLUSIONS.

A travers cette étude, les observateurs pensent que l'aide doit permettre aux gouvernements bénéficiaires de pouvoir penser le développement et mettre en œuvre une réelle stratégie sur le long terme ainsi qu'une rigueur budgétaire. L'aide doit permettre d'agir sur le long terme.

Le rôle des pays donateurs ne doit pas s'arrêter au contrôle et aux prises de décisions concernant l'aide, ces pays peuvent s'investir dans l'accompagnement des gouvernements afin qu'ils s'impliquent plus dans une meilleure gestion.

La qualité de la gouvernance des états est à prendre en compte, sans oublier que les donateurs et les bénéficiaires doivent coordonner leurs efforts pour accroître l'efficacité de l'aide.

La multiplicité des projets qui d'après les études coûtent chers et ne favorisent pas une amélioration de la situation économique des pays doit cesser.

L'important est que les pays bénéficiaires fassent plus d'efforts pour s'impliquer davantage pour avoir une politique économique plus efficace et transparente. Politiquement, une démocratisation des institutions politiques est nécessaire pour que les gouvernements travaillent librement et publient ouvertement les rapports des projets.

Quant aux donateurs ils doivent éviter la multiplication des projets, en s'adressant davantage aux institutions locales et en les impliquant plus. Un suivi de la gestion est nécessaire.

8)DISCUSSION ET CRITIQUE. L'organisation de l'aide au développement Points positifs, points négatifs.

Points positifs.

Cet ouvrage sur l'aide au développement, est une critique de l'utilisation de l'aide par les pays bénéficiaires, ce qui est important c'est qu'il dépeint les failles dans les pratiques des pays donateurs et bénéficiaires

Grâce à ces recherches on arrive à comprendre pourquoi l'aide ne porte pas les fruits escomptés. C'est non seulement un rapport mais aussi un ouvrage qui propose des solutions concrètes.

Les points positifs de l'ouvrage sont que la structure de l'ouvrage est segmentée, il y a plusieurs chapitres constitués des sous parties, mais les thèmes sont abordés l'un après l'autre, nous avons un rappel historique de l'aide au développement avec des exemples sur les expériences des pays bénéficiaires.

Les solutions apportés par ces observateurs ne peuvent être appliqués que si il y a stabilité politique, or dans de nombreux pays africains ce n'est pas le cas. Les luttes intestines avec des gouvernements qui se succèdent ne permettront pas d'asseoir un plan efficace.

La question est comment faire pour que les foyers de tensions diminuent .C'est aux pays africains de réfléchir à la question en impliquant tous les acteurs de la société civile .Une fois la stabilité retrouvée il pourra y avoir une coordination entre le Nord et le Sud une implication des pays donateurs qui accompagneront les gouvernements Africains dans la marche vers le développement. Tout cela passe d'abord par une organisation collective.

Il faut dire que certains pays africains fréquemment cités dans l'ouvrage ont une meilleure gestion de l'aide que d'autres, c'est le cas du Botswana et du Burkina Faso qui arrivent à produire et à exporter vers les pays du Nord.

Il est intéressant de voir que pour illustrer leurs exemples les observateurs se servent de tableaux statistiques.

Les points négatifs,

Les auteurs donnent des solutions libérales pour résoudre le problème de l'inefficacité de l'aide, ils préconisent par exemple l'ouverture des frontières, la facilité des échanges pour aider les pays pauvres à exporter, mais en même temps ils donnent comme exemple de réussite les pays d'Asie tels que Taïwan, la Chine, La corée du Sud. Or lorsque analyse les le chemin suivi par les pays Asiatiques on se rend compte qu'ils ont fermé leurs frontières pour inciter la population à consommer des produits locaux.

L'aide dépend de plus en plus de dons privés dont on peut difficilement prévoir d'une année sur l'autre le montant? Il semble difficile d'obliger un donateur privé (entreprise, organisation caritative) à donner l'année suivante un montant au moins équivalent à ce qui a été donné l'année précédente. Cela les auteurs ne l'expliquent pas

L'article de alternatives internationales du mois de Mars 2005 titrait “ **Annulation de la dette**

“ **Infos ou Intox?** ” évoque une éventuelle annulation de la dette multinationale des pays les plus pauvres de 100%. C’est une information à prendre avec prudence car les pays les plus riches ont des critères très restrictifs pour accorder cette annulation, de plus il n’y a pas de réelle volonté de la part des pays riches de faire un pas vers l’avant. Dans cet exemple on comprend que face au poids si lourd de la dette les pays pauvres se sentent de plus en plus démunis. Il n’y a certes pas d’efforts faits de leurs côtés mais du côté des donateurs les choses avancent très lentement.

9) ACTUALITE DE LA QUESTION. Les grandes puissances et l’aide au développement.

Concernant l'actualité de la question nous pouvons nous demander si l'aide au développement est une action positive à long terme pour les pays bénéficiaires ou si ce n'est qu'une manière de maintenir les pays dans l'assistanat perpétuel.

Le cas récent de l'aide aux pays d'Asie du Sud Est est parlant , l'Inde a refusé toute aide internationale et n'a voulu compter que sur ses propres moyens pour sortir du chaos créé par le Tsunami. Il est vrai qu'en analysant les cas des pays qui ont bénéficié de l'aide on se rend compte que ce sont des pays qui n'amorcent aucun réel développement, on peut se demander à juste titre si l'apport de l'aide ne constitue pas pour eux une sorte de budget pour résoudre les problèmes de déficit engendrés par la crise, et non pas une façon de pouvoir se développer.

Un autre exemple d'actualité est celui de l'aide au continent Africain par la Grande Bretagne, qui a décidé d'établir une sorte de plan Marshall pour aider l'Afrique à sortir du sous développement. Le premier ministre Britannique Tony Blair a décidé de faire de ce plan son cheval de bataille .Il compte présenter son plan devant les autres membres du G8 lors de la prochaine réunion prévue au mois de juillet 05.

L'article international du 11 mars 05 du Figaro, titrait "**Blair prend la tête du continent noir**".Londres souhaite qu'il y ait une réelle coopération entre le Nord et le Sud. Il propose une réforme du programme de l'aide, en utilisant de façon meilleure les ressources des pays bénéficiaires.

Une commission à Londres a fait plusieurs propositions, dont celle "d'une meilleure utilisation de l'aide de manière à prévenir les causes des conflits"car il est vrai que sans stabilité politique il ne peut y avoir de stabilité économique. La gestion des pays Africains doit être meilleure, transparence, et le fruit des ressources naturelles doit être mieux géré et utilisé.

Les exportations des pays du Sud vers ceux du Nord doivent être facilitées je cite"le rapport insiste sur l'abolition des barrières douanières indéfendables qui trop souvent dans les pays occidentaux font obstacles à l'importation des produits africains.

L'aide au développement ne peut se faire sans l'implication des pays africains, pour cela l'ONU veut mettre en place une convention contre la corruption qui devrait être ratifiée par les pays africains.

Le continent Africain regorge de ressources naturelles gigantesques malgré cela le continent s'enfoncé chaque jour dans un chaos famines, maladies, corruption, guerres, il est urgent de trouver des solutions efficaces. Plusieurs rapports ont déjà été établis avec des constatations et des conseils, la commission Britannique, donne une nouvelle marche à suivre et cette fois ci invite les pays

donateurs à se sentir réellement concernés et à ne pas prendre l'aide uniquement comme une stratégie à leur politique internationale. La coordination, la communication entre le Nord et le Sud doit se faire, pour je cite "finir avec le paupérisme, les belligérances, l'insalubrité à l'échelle continentale". Il faut faire frein aux régimes despotiques en favorisant la démocratisation et la transparence.

Toujours dans la même rubrique internationale du Figaro du 11 Mars 05 on peut lire "**Pékin sécurise son accès aux matières premières**". Avec ce titre on se rend compte que l'aide au développement exige toujours une contrepartie. La chine s'intéresse de plus en plus au continent africain et apporte de l'aide technique logistique, pékin installe ses ambassades un peu partout en Afrique et mène une campagne de séduction auprès des chefs d'états africains pour s'assurer de leur soutien lors des conférences internationales. Je cite "Lors de la commission des Nations - Unis Pékin parvient à chaque fois à échapper à un vote sanction grâce aux voix des membres africains".

Avec ces quelques exemples on peut voir que l'aide au développement et un thème d'actualité à tel point que les supers puissances s'y intéressent de près.

De son côté la France adopte une position prudente, Le Figaro titre je cite "**Le silence prudent de la France**". La France ne s'implique pas beaucoup en Afrique depuis que sa politique étrangère a été critiquée lors des événements survenus en Côte d'ivoire et ses rapports ambigus avec d'autres pays tels que l'Afrique du Sud ou le Togo.

10) QUELQUES SIGLES:

CAD: comité d'aide au développement.

FINIDA: Finish international development agency.

ONG: Organisations non gouvernementales.

APD: Aide publique au développement.

USAID: Agence des Etats Unis pour le développement international.

ODC : Overseas Development council.

PNUD: Programme des Nations Unies pour le développement.

DANIDA: Danish International Development agency.

11) BIBLIOGRAPHIE COMPLEMENTAIRE.

■ Les périodiques.

[1] " Annulation de la dette ; info ou intox ? ", de Antoine de RAVIGNAN, *Alternatives Internationales.*, mars 2005, n°22, page 17.

[2] " Blair prend la tête de l'aide au continent noir. " de Jacques DUPLOUICH, *Le Figaro.*, article du 11 mars 2005, page 2.

[3] " Congo – Kinshasa, en finir avec le chaos ", de François Misser, *Alternatives Internationales.*, mars 2005, n°22, pages 14 à 17.

[4] “ Faire baisser les budget de santé est honteux ! ”, entretien de Jane Friedman et Nana Poku recueillis par Antoine de RAVIGNAN, *Alternatives Internationales.*, avril 2005, n°23, pages 37 et 39.

[5] “ Le silence prudent de la France. ” de Patrick de SAINT - EXUPERY, *Le Figaro.*, article du 11 mars 2005, page 2.

[6] “ Pékin sécurise son accès aux matières premières. ”, de Tanguy BERTHEMET, *Le Figaro.*, article du 11 mars 2005, page 2.

[7] “ Traitement ; le scandale. ”, de Antoine de RAVIGNAN, *Alternatives Internationales.*, avril 2005, n°23, pages 37 et 39.

■ Les ouvrages.

[1] COUET (Jean – François) et DAVIE (Anne) avec la collaboration de LE FLANHEC (Alice), *Dictionnaire de l'essentiel de sociologie.*, 1998, Paris, 3^e édition en 2002, aux éditions Liris, 176 pages.

[2] DIOME (Fatou), *Le ventre de l'Atlantique.*, roman, 2003, Paris, aux éditions Anne Carrière, 296 pages.

[3] NAJIM (Annie) HOFMANN (Elisabeth) et MARIUS – GNANOU (Kamala), (sous la dir de), *Les entreprises face aux enjeux du développement durable. Eléments d'un débat.*, 2003, Paris, aux éditions Karthala, 486 pages.

[4] PESQUEUX (Yvon), *Organisations : modèles et représentations.*, 2002, aux Presses Universitaires de France (P. U. F.), 396 pages.

[5] *Zélie, Nord – Sud.*, de Cosey, aux éditions Lombard, collection “ Collection Lombard ”, 46 pages, février 1994.

SOMMAIRE

1) Biographie des auteurs.

**Le PEACE CORPS.
L'ODC.
LE PNUD.**

2) Introduction.

3) Postulats :

4) Hypothèses : Un rapport avec l'organisation de la gestion des comptes

5) Démonstration : une aide au développement inefficace au Congo, l'aide à la santé diminuée par le FMI le cas du SIDA.

6) Résumé de l'ouvrage:

7) Principales conclusions.

8) Discussions et critique: L'organisation de l'aide au développement

**Points positifs.
Points négatifs.**

9) Actualité de la question: Les grandes puissances et l'aide au développement.

10) Quelques sigles.

11) Bibliographie complémentaire.

